



Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°267 - 05/07/2018



CONJONCTURE & MACROECONOMIE

ACTUALITE REGIONALE

Lancement officiel du marché régional de l'électricité d'Afrique de l'Ouest

Les ministres en charge de l'énergie des pays membres la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) étaient réunis à Cotonou pour procéder au lancement du marché régional. Pour le ministre béninois de l'énergie, sa mise en place est nécessaire pour résoudre le problème de la répartition inégale des ressources énergétiques entre les pays, et pour combler le fossé entre l'offre et la demande d'électricité. Selon lui, l'intégration régionale du secteur électrique ouest-africain dans un marché unifié permettra à terme aux populations des Etats membres de la CEDEAO de bénéficier d'un approvisionnement électrique régulier, fiable et à un coût compétitif.

BURKINA FASO

Bilan de la gestion des sociétés d'Etat au 31 décembre 2017

La 26^e session de l'Assemblée générale des sociétés d'Etat s'est tenue du 28 au 29 juin 2018, à Ouagadougou. Sur 21 sociétés, il ressort que 19 ont réalisé un bénéfice net cumulé de plus de 140 Mds FCFA (213 MEUR) en 2017. Seulement deux sont déficitaires à hauteur de 696 MFCFA (1 MEUR), contre huit en 2016 : la Minoterie du Faso et la Société burkinabè de télédiffusion. La contribution des sociétés d'Etat et des Établissements publics de prévoyance sociale au budget de l'Etat s'établit à 444 Mds FCFA (676 MEUR) en 2017 contre 215 Mds FCFA (327 MEUR) en 2016. Cette hausse provient principalement de la Société nationale des hydrocarbures qui a contribué à hauteur de 369 Mds FCFA (563 MEUR).

COTE D'IVOIRE

Dissolution du gouvernement

Le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a annoncé la démission de son gouvernement. Dans la foulée, il a été reconduit à son poste et chargé de reconstituer une nouvelle équipe. Cette dissolution intervient dans un contexte d'entente difficile au sein de la coalition au pouvoir (RHDP), notamment entre le RDR (parti au pouvoir) et son principal allié (PDCI dirigé par l'ancien Président Henri Konan Bédié). Ces deux partis ne parviennent pas à s'entendre sur le calendrier de création d'un parti unifié. Alors que le RDR souhaite son avènement avant fin 2018, le PDCI n'entend se prononcer sur ce sujet qu'après l'élection présidentielle de 2020. La composition de la nouvelle équipe devrait refléter ces désaccords.

MAURITANIE

Convention de consolidation de la dette de l'Etat auprès de la Banque centrale de Mauritanie (BCM)

Cette dette est évaluée à 440 MEUR (18,9 Mds MRU), dont environ 191 MEUR sur des retraits déclarés. La convention s'inscrit dans le cadre de l'assainissement du bilan de la BCM avant son passage aux

normes IAS-IFRS. Celles-ci devraient lui permettre de renforcer son autonomie financière et de mener ainsi, en toute indépendance, ses missions, notamment en matière de stabilité des prix.

SENEGAL

4 000 Mds de FCFA (6,1 Mds EUR) de recettes budgétaires estimées dans la loi de finances 2019

Le débat d'orientation budgétaire triennal (2019-2021) prévoit une croissance économique de 7% en 2018, inférieure à celle de 2017. La croissance du secteur primaire est estimée à 7,8%, celle du secteur secondaire à 6,9% (+2,4 pts de pourcentage par rapport 2017) et à 6,7% pour le secteur tertiaire. Les recettes collectées entre 2019-2021 devront augmenter de 9,4% par rapport à la programmation triennale 2018-2020, pour atteindre 4000 Mds FCFA, grâce notamment à un effort de mobilisation des ressources internes. Le déficit budgétaire serait contenu à 3% sur la période, et baisser à 2,9% en 2021

TOGO

Objectif d'un taux d'électrification de 100% d'ici 2030

La politique d'électrification du Togo (2018-2030) vient d'être dévoilée en présence du Premier ministre et de Mme Ségolène Royal, envoyée spéciale du Président de la République Française pour l'Alliance solaire internationale. Le Togo mise aussi bien sur le hors-réseau (fourniture attendue de 550 000 kits solaires et 315 mini-réseaux) que sur la densification du réseau conventionnel (108 MW supplémentaire via l'hydroélectricité et le solaire et augmentation du nombre de raccordements) pour porter le taux d'électrification à 100% d'ici 2030, contre 37% à fin 2017. Le coût total de cette stratégie sur 20 ans est estimé à 1,5 Md EUR, avec une participation financière attendue du secteur privé de 668 MEUR.

Révision à la baisse des recettes fiscales dans le Collectif budgétaire 2018

La loi de finances rectificative 2018 prend en compte l'impact de la morosité socio-politique sur les finances publiques. Le budget 2018 passe ainsi de 1 321,9 Mds FCFA (2,02 Mds EUR) à 1 310,9 Mds FCFA (1,99 Md EUR), soit une baisse de 0,8%. Cette contraction s'explique par une diminution de 2,5% des recettes budgétaires (dons compris), sous l'effet de la contraction des prévisions d'entrées fiscales (-51,7 Mds FCFA, soit 78,8 MEUR). Côté emplois, les dépenses budgétaires (920,5 Mds FCFA, soit 1,4 Md EUR) ont également été revues à la baisse de 0,5%. Le déficit budgétaire (88,5 Mds FCFA, soit 135 MEUR, dons compris) s'accroît in fine de 16 Mds FCFA (24,4 MEUR) à 3% du PIB, contre 2,5% précédemment.

ENTREPRISES & PROJETS

BURKINA FASO

482 Mds FCFA (734 MEUR) sur 5 ans pour le 2nd compact du Millenium Challenge Corporation (MCC)

Ce programme, financé par les Etats-Unis, portera exclusivement sur le secteur de l'énergie. Il visera à résoudre les problèmes liés à l'accès à l'énergie dans certaines localités du Nord du pays, du Sahel, où un pôle minier est prévu, mais aussi à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, où sont concentrées la plupart des entreprises, mais où les délestages restent fréquents. Les études d'impact devront s'achever d'ici fin 2019 avec à la clé la signature du contrat pour permettre l'opérationnalisation du compact d'ici 2020-2021.

Signature de deux conventions dans les secteurs de l'eau et la santé pour un montant total de 13 MEUR

La première convention a été signée avec la banque allemande de développement (KfW) pour un appui budgétaire sectoriel de 4,6 Mds FCFA (7 MEUR) destiné à la mise en œuvre de la politique sectorielle eau et assainissement du pays sur la période 2018-2020. La deuxième convention de financement, d'une valeur de 6,3 MEUR sous la forme d'un don, a été signée avec les Pays-Bas et est axée sur le domaine de la santé.

Orange devient le premier opérateur téléphonique de la sous-région à fournir une offre dans le secteur de l'électricité

Deux offres sont proposées : (1) le *Solar home system* permet de louer un kit solaire avec la maintenance et les services après-vente inclus ; (2) le *Smart metering* est adressé aux sociétés de distribution d'énergie, et doit permettre de faciliter le recouvrement et la facturation.

COTE D'IVOIRE

Le premier supercalculateur du pays a été mis en service

La mise en service s'est faite lors de la visite de la Secrétaire d'Etat française, Mme Delphine Gény-Stephann, à Abidjan. Il est le 2^e du continent à être opérationnel, après celui du Cap en Afrique du Sud en 2016. Les entreprises françaises Atos/Bull et Schneider Electric se sont chargées de sa fabrication et de son installation au sein du tout nouveau Centre national de calcul de Côte d'Ivoire. Le montant total du projet est de 10,7 MEUR, financé par un prêt concessionnel de la DG Trésor français. Le supercalculateur sera utilisé pour la recherche scientifique et permettra à la Côte d'Ivoire de conserver sa souveraineté en matière de protection des données.

Prêt de 110 MEUR de l'AFD pour le financement de la fibre optique

Ce prêt souverain a été octroyé à l'Agence nationale du service universel des télécommunications-Tic (ANSUT). L'objectif est de déployer la fibre optique sur l'ensemble du territoire national par la construction de 7000 km de fibre optique d'ici mi-2019. Lancé en 2012, la construction du réseau avait permis d'installer 2000 km de câbles fin 2016. La réduction de la fracture numérique sur le territoire vient soutenir le projet E-Gouv du gouvernement, qui doit permettre l'accès en ligne à des services administratifs, mais également l'inclusion financière par l'accès à des services financiers.

Accord pour la construction d'une centrale électrique fonctionnant à la biomasse de cacao

Cet accord a été signé entre la Société des énergies nouvelles (SODEN) et l'agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA). La centrale aura une capacité de 60-70 MW et doit être construite à Divo (190 km à l'ouest d'Abidjan). Première centrale de ce type, elle produira de l'électricité à partir de 26 millions de tonnes de déchets annuels issus du cacao. L'étude de faisabilité du projet a été financée par l'USTDA à hauteur de 923 000 USD. Le coût de l'investissement est estimé à 154 Mds FCFA (235 MEUR). Le chantier commencera en 2019, pour une mise en service en 2023. Elle devrait permettre d'économiser 250 000 tonnes de CO2 par an.

3 accords de prêt signés avec la Banque ouest africaine de développement (BOAD) pour un montant total de 55 Mds FCFA (83,8 MEUR)

Le 1^{er} accord de financement (15,5 Mds FCFA, soit 23,6 MEUR) prévoit la construction de quatre barrages pour la riziculture et le maraicher dans les régions du Folon et du Kabadougou (nord-ouest). Le 2^e accord (10 Mds FCFA, 15,2 MEUR) vise l'installation de deux réservoirs pour les quartiers de Marcory, Port-Bouet et Treichville afin de renforcer le système d'alimentation en eau potable d'Abidjan. Enfin, le 3^e accord (29,5 Mds FCFA, 45 MEUR) financera le projet de renforcement et de sécurisation du réseau d'assainissement du district d'Abidjan, suite entre autres aux récentes inondations.

GUINEE

Deux accords de financement d'un montant total de 110 MUSD avec la Banque mondiale

Le premier accord de 55 MUSD (32,5 MUSD de dons et 22,5 MUSD de prêts) vise au renforcement des services et des capacités sanitaires, notamment dans la région de Kindia. Le second (de plus de 50 MUSD, dont 25 MUSD de dons) vise à doter le pays d'un système fiable d'identification des individus grâce à l'utilisation des nouvelles technologies, en faveur de l'intégration régionale et l'inclusion financière. C'est un projet dont la Guinée et la Côte d'Ivoire sont les pays pilotes.

Lancement officiel du Club des investisseurs français en Guinée (CIFEG)

Cette initiative soutenue par l'Ambassadeur de France regroupe près d'une centaine d'acteurs économiques français, la plupart des PME. Les principaux objectifs du club sont la visibilité et le renforcement de la présence économique française, la mise en réseaux des acteurs français autour d'une plateforme d'échange, et la promotion de l'attractivité de la Guinée.

Le pays abritera le siège du nouveau Centre africain du développement minier (CADM)

Cette décision a été prise lors du dernier sommet de l'Union africaine (UA) tenu à Nouakchott. Elle fait suite à une mission d'évaluation effectuée en Guinée en janvier 2018 par une délégation de l'UA. Selon le Ministre guinéen des mines, cette opportunité permettra au pays d'affirmer son leadership dans le secteur minier, tout en attirant davantage d'investisseurs dans le secteur.

MAURITANIE

Signature de deux conventions de financement d'un montant total de 47,6 MEUR avec l'UE

La première convention (36,8 MEUR) cible le renforcement des investissements productifs et énergétiques, notamment durables, des zones rurales, afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La seconde convention (12,6 MEUR) concerne le programme d'appui à la réforme de la justice et vise l'amélioration de l'État de droit à travers la promotion de la bonne gouvernance et la protection des droits humains.

NIGER

120 MUSD de prêt par la Banque mondiale pour le développement rural

Ces accords de financement devraient permettre la mise en œuvre de trois projets en lien avec le développement rural. Il s'agit notamment du Projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies en Afrique de l'Ouest, qui couvre le Bénin, la Mauritanie, le Mali et le Niger ; du Projet emploi des jeunes et inclusion productive, qui a pour objectif d'accroître les activités génératrices de revenu des jeunes nigériens âgés de 15 à 25 ans dans certaines zones rurales du pays ; et du Projet de développement des compétences pour la croissance.

10 Mds FCFA (15,2 MEUR) de financement par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour l'aménagement de la ville de Zinder

Ce projet doit permettre de financer l'aménagement de la traversée de la ville de Zinder en 2x2 voies, sur une longueur de 8,43 km. Cette route représente un axe important de la route transsaharienne reliant Alger à Lagos. Ce financement entre dans le cadre des engagements pris par la BOAD, en faveur des économies de l'UEMOA.

Projet d'installation de 1325 compteurs d'eau intelligents gérés par micro-paiement

Ce partenariat entre la startup française Citytaps, présente au Niger depuis 2016, et la Société d'exploitation des eaux du Niger (SEEN) doit permettre à 13 000 personnes de Niamey un accès sécurisé à l'eau courante. La plateforme fonctionne actuellement avec Orange Money, mais peut accueillir tout autre moyen de paiement, dont les micros dons pour subventionner de manière individuelle un foyer. L'entreprise française Veolia a par ailleurs signé une lettre d'intention pour acheter à la startup 15 000 compteurs en 2019, qui bénéficieront à 135 000 personnes.

SENEGAL

Nouvelle vision stratégique du Port de Dakar pour 2019-2023

Les autorités du Port autonome de Dakar (PAD) ont présenté leur nouvelle vision stratégique 2019-2023. Ce plan, rédigé par le cabinet sénégalais Performances group, a pour double ambition (i) de développer une approche client (en définissant 9 filières types, accompagnées d'une base de données analytique) et (ii) de positionner le PAD en moteur de la phase II du « Plan Sénégal Emergent », qui sera présentée à la rentrée. La stratégie insiste sur la nécessité de combiner des investissements de court (meilleure gestion des flux au port, dématérialisation, mise en place d'un port sec à Diamniadio) et moyen termes (construction d'un nouveau Port à conteneur à Ndayane, relance de la liaison ferroviaire Dakar-Bamako).

MALI

Visite en France du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maiga (SMB) du 25 au 28 juin 2018

Le ministre était accompagné par une délégation ministérielle et d'une délégation d'opérateurs économiques maliens. A cette occasion, SMB a eu des entretiens avec M. Edouard Philippe, Mme Odile Renaud-Basso, DG Trésor, l'AFD et le Medef international. Deux thèmes majeurs ont été abordés : la gestion de la sortie de crise et le développement économique du Mali, notamment à travers le renforcement des liens bilatéraux. Un protocole d'accord a également été signé entre la Société malienne de transmission et de diffusion (SMTD) et le consortium Thomson Broadcast-Camusat sur le déploiement de la TNT au Mali.

Copyright

Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à abidjan@dgtr-sor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

Indicateurs Pays (2017)	Bénin	B. Faso	Cap-V.	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	0,5	25	2	13	2	19	4	19	16	8	110,3	1 033
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	114,2	1 529,1
<i>PIB / hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	1 035	1 480
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	6,5	2,6
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	1,5	11
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	-5	-5
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	46	45
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	16	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	-3	-1
<i>Exportations françaises vers² (M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	3 404	13 457
<i>Importations françaises depuis³ (M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	1247	9211
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	-6	-3
Aspects qualitatifs														
<i>IDH⁴</i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business⁵</i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI (WEO ; article IV ; revues programme) sauf indications contraires.

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map - 2016

³ Trade Map - 2016

⁴ PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque